

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

La dévaluation du dollar semble laisser indifférent l'ensemble des Français. Quant aux divers partis politiques, l'échéance électorale mobilise toutes leurs énergies et les réactions devant la crise monétaire sont quasi inexistantes en France. La plupart des commentateurs se limite à une simple analyse des événements, peu d'entre eux y décèlent le danger potentiel qui menace notre pays. Parce que le deutsch-marck a été en première ligne, parce qu'aujourd'hui le yen japonais subit de durs assauts, parce que la lire italienne, après la livre sterling, se trouve dévaluée « de facto », on se félicite que l'orage monétaire ait épargné le franc.

Il se trouve ainsi une nouvelle fois vérifié que l'entracte électoral fait oublier à chacun l'existence de la pièce elle-même. Cette réaction est celle des partis. C'est également celle des opérateurs internationaux sur les marchés des changes. D'une certaine manière la France est préservée de toute attaque immédiate contre sa monnaie du fait de l'impossibilité de prévoir les résultats des élections.

Or cette situation est terriblement fausse. Elle est aussi dangereuse. Elle affaiblit la France qui ne peut avoir de politique extérieure cohérente — sur le plan monétaire, en l'occurrence — car toute décision est prise non en fonction de l'intérêt du pays mais en raison de son impact sur le plan électoral, c'est-à-dire dans une optique à très court terme. Elle laisse dans l'ombre un fait essentiel : la dévaluation du dollar est l'un des éléments de la nouvelle stratégie planétaire des Etats-Unis. Première cible : l'Europe, dont la France, de par sa position politique et économique, sera demain le centre. Notre pays risque d'être alors totalement désarmé dans sa riposte.

contestation - élections

**métro,
boulot,
dodo,
élections...**

**pompidou
joue
au
poker**

**dollar :
dévaluation
pour
rien**

une dévaluation pour rien

Une dévaluation concertée mais qui ne résoud rien. Surtout pour la France qui dès le mois de mars se retrouvera en première ligne et aura à subir l'assaut américain.

Depuis le 13 février, il faut 42,22 dollars, au lieu de 38, pour acheter une once d'or, le dollar américain est donc dévalué de 10 %. Et après ? Dans la mesure où cette devise ne peut plus être convertie en or depuis le 13 août 1971, que peut signifier un changement de sa parité-or ? L'important est surtout la définition des autres devises par rapport à la monnaie américaine. Cette parité — exprimée par un cours variant dans une marge de fluctuation relativement étroite — chaque pays tenait à la maintenir pour préserver la valeur internationale de sa monnaie.

Ainsi l'Allemagne s'est trouvée obligée d'acheter quelque 6 milliards de dollars pour maintenir le cours du dollar face au deutsch-mark : la plupart des opérateurs internationaux en étaient venus à arbitrer leurs dollars (une grande partie des transactions commerciales internationales sont libellées dans cette devise), contre des marks, devise-refuge au même titre que le yen, le florin ou le franc. Une telle situation ne pouvait durer. Trois solutions étaient alors possibles :

1. Réévaluation des monnaies sous-évaluées par rapport au dollar ;
2. Flottement concerté de ces mêmes monnaies ;
3. Dévaluation du dollar.

L'attitude ferme de la France n'a pas été pour rien dans l'abandon par ses partenaires européens de l'idée des deux premières solutions. La troisième devenait donc inéluctable.

UNE VICTOIRE AMÉRICAINE ?

Fait nouveau, on a présenté la dévaluation du dollar comme une victoire américaine. Pourquoi ? D'abord, parce que cela correspond à une réévaluation de fait des autres monnaies. Ensuite, cette mesure apparaît comme une concession américaine préalable aux grandes négociations commerciales du G.A.T.T. et devrait donc mettre les Etats-Unis en position de force.

Le premier point semble incontestable. Pour le mark, pour le franc, une dévaluation du dollar correspond à une réévaluation indirecte. Le yen, qui « flotte » maintenant (c'est-à-dire dont le cours n'est plus soutenu par les autorités monétaires japonaises), accuse dès à présent un taux de réévaluation d'environ 16 à 18 % par rapport à l'ancienne parité yen/dollar. Mais la plupart des pays de la « zone dollar » (Turquie, Grèce, entre autres), ont suivi le dollar et ont eux-mêmes dévalué leur monnaie de 10 %. La lire « flotte » également et cette mesure se traduit déjà par une dévaluation « de facto » d'environ 8 %. Quant au sterling, il est, lui aussi, quasiment dévalué de 8 %. Or ces deux pays sont assez dépendants des Etats-Unis par leurs échanges commerciaux. On touche là au cœur du problème.

Pour les Etats-Unis, la dévaluation de leur monnaie signifie à la fois un abaissement du coût des exportations (c'est-à-dire un encouragement appréciable) et un renchérissement du coût des importations (donc un frein à leur extension). En termes de balance commerciale une amélioration sensible devrait résulter de la

dévaluation. Mais c'est oublier que fin 1971 le dollar était dévalué de 7,89 % et que, malgré cette mesure, le déficit commercial des Etats-Unis a triplé en 1972 par rapport à 1971. Voilà qui rend plus sceptique sur l'impact possible de l'actuelle dévaluation au niveau des échanges extérieurs. Un fait renforce cette opinion : d'ici peu M. Nixon va proposer un *Trade Bill* au Congrès et il n'est pas exclu qu'il ait à nouveau recours à ces mesures protectionnistes qui ont nom contingentement et surtaxation des importations.

Dès à présent, P.G. Peterson, envoyé spécial du Président Nixon pour les questions monétaires, fait le tour des capitales européennes pour préparer les négociations commerciales du G.A.T.T. L'accueil a été favorable à Bonn. Cela ne surprend pas car l'Allemagne est assez dépendante des Etats-Unis pour son commerce extérieur. Beaucoup plus que la France, dont seulement 3 % des exportations sont dirigées vers les Etats-Unis. Beaucoup moins, par contre, que le Japon.

L'INCERTITUDE SUBSISTE

Ainsi se précisent les contours de la situation actuelle.

• *Sur le plan monétaire rien n'est résolu.* La balance des paiements américaine est en fort déficit pour 1972. L'inflation reprend vivement aux Etats-Unis. Les opérateurs, sur les marchés des changes, restent hésitants et il n'est pas improbable que le mark soit à nouveau l'objet de pressions importantes. Enfin, l'or — ce signal d'alarme — atteint ses plus hauts niveaux à Paris et à Londres. L'éventualité d'une nouvelle crise monétaire ne peut être écartée.

• *Sur le plan commercial plusieurs changements sont prévisibles.* Le Japon, en raison de l'importante réévaluation du yen, se trouve pénalisé dans ses échanges extérieurs (surtout avec les Etats-Unis) et va chercher une compensation sur le marché européen. En raison de son expansion, la France risque de subir le choc le plus dur. De même la dévaluation « de facto » de la lire et de la livre rendent plus compétitifs les produits italiens et anglais sur le marché français. Enfin, les Etats-Unis se rendent compte que les négociations du G.A.T.T. seront très dures et vont faire jouer tous les ressorts de leur puissance économique pour obtenir des concessions.

Assez paradoxalement, le franc semble être resté à l'abri des spéculations monétaires. Outre le mécanisme du double marché des changes qui l'abrite relativement bien, il ne faut pas négliger l'impact de l'échéance électorale. La difficulté de toute prévision rend prudents les opérateurs internationaux. Mais dès le mois de mars la France se retrouvera en première ligne. L'Allemagne sera alors d'autant plus tentée de se retirer d'un « combat » dont l'issue est incertaine.

Dès à présent il devrait être possible à la France de pousser à une réévaluation très importante (au moins 20 %) du yen et de se décrocher du mark en procédant à une légère dévaluation (2 à 5 %) qui, dans le même temps, la préserverait de la poussée commerciale italienne et anglaise. A terme une possibilité s'offre à la France de cristalliser l'espérance de nombreux pays de stopper la quasi-dominance économique exercée par les Etats-Unis. En assumant un tel destin, elle retrouverait sans aucun doute une place de tout premier ordre dans le concert des nations.

P. D'AYMERIES.

note de lecture

Hervé VILLERLE: *L'AFFAIRE DE LA SECTION SPECIALE* (Fayard).

Jendi 21 août 1941. Dans Paris occupé, un officier de la *Kriegsmarine* vient d'être abattu à la station Barbès. L'affaire de la *Section spéciale* commence. Mais les acteurs sont en place depuis longtemps : à Paris, le commandement allemand et ses complices — de Brinon et Benoist-Méchin —, à Paris toujours, dans les prisons, des hommes arrêtés pour propagande communiste ou pour délits de droit commun purgent leur peine. A Vichy, le Maréchal Pétain, qui a confié à Pucheu le maintien de l'ordre, et Barthélemy, le ministre de la Justice, dont les services viennent de mettre au point une loi d'exception visant les « menées communistes et anarchistes », que les Allemands ont bien voulu approuver.

Le 21 août, cette loi, qui ne peut s'appliquer qu'aux auteurs de flagrants délits, n'est pas encore promulguée. Mais il faut faire vite. Les Allemands exigent six exécutions. Aussi, contre toutes les règles du droit français, la loi prendra un effet rétroactif. En toute hâte, on organise la *Section spéciale*. En quelques heures, le 27 août, elle prononce trois condamnations à mort. Le lendemain à l'aube, un Juif, Abraham Trzebrucki, condamné pour usage de faux papiers, et deux communistes, André Brechet et Emile Bastard, condamnés pour leurs activités de propagande, sont exécutés dans la cour de la Santé.

La *Section spéciale* n'enverra pas d'autres hommes à la guillotine, grâce au courage d'un magistrat d'Action française, M. Linais, qui parviendra à empêcher ses collègues de commettre d'autres assassinats légaux.

Telle est, dans sa sécheresse, l'affaire de la *Section spéciale* qu'Hervé Villerle a su reconstituer malgré l'obstruction de M. Plevin. Il faut lire son livre, qui montre mieux que dix thèses l'insconscience ou l'attitude criminelle des autorités légales et le pur patriotisme de ceux qui, quelles qu'aient pu être leurs options politiques, n'avaient pas perdu l'espoir.

B. R.

permanence de la droite entretien avec jean-pierre lussan

Les études de sociologie électorale montrent qu'il existe en France une fraction constante d'électeurs qui se reporte à chaque consultation sur des candidats d'extrême-droite (Poujade, Tixier-Vignancour).

Bien que peu important (2 à 4 % du corps électoral), ce courant semble irréductible de même que les groupes fascistes qui faisaient il n'y a pas si longtemps les beaux jeudis du Quartier Latin.

Soucieux de laisser s'exprimer les représentants des différents clans qui s'opposent, nous donnons la parole à un représentant du Front national. Nos lecteurs comprendront d'eux-mêmes que la publication de cet entretien — comme de tous les autres — n'implique évidemment aucune adhésion aux idées exprimées par ce groupement, tant en matière d'analyse politique qu'au niveau des solutions (réformisme économique, présidentialisme à l'américaine, européisme, etc.).

poker électoral

Chaque consultation électorale représente un véritable coup de poker. Que la chance tourne et le fragile équilibre des pouvoirs risque de voler en éclats.

Après l'anticommunisme et la critique du « programme commun » de la gauche, M. Peyrefitte a donné jeudi dernier un nouvel axe à la campagne de la majorité : il s'agit de suggérer à l'électeur qu'en cas de victoire de la gauche le Président de la République pourrait bien être contraint de démissionner.

Il ne s'agit bien entendu pas de chantage, le mot serait trop affreux ! Simple constatation : **« Ce régime, a déclaré M. Peyrefitte, ne peut fonctionner que s'il dispose à l'Assemblée d'une majorité qui le soutient. »** Et de rappeler benoîtement qu'en 1962, « le général de Gaulle s'appropriait à quitter le pouvoir si les élections législatives n'avaient pas été favorables ».

Ce qui confirme très exactement les analyses que nous avons faites dans ces colonnes sur la fragilité de la constitution de la V^e République. Car la démission de M. Pompidou, suivie d'une élection prési-

dentielle où il tenterait de nouveau sa chance, risquerait fort de ne rien résoudre : réélu, il lui faudrait, comme l'a indiqué M. Peyrefitte, dissoudre une Assemblée nationale avec laquelle il ne pourrait pas gouverner (à moins qu'il ne prononce cette dissolution sans démissionner, ce qui ne change pas grand-chose au problème).

Mais que se passera-t-il si les élections législatives donnent un résultat identique aux précédentes ? Le Président de la République serait alors placé dans une situation intenable puisque la Constitution lui interdit de dissoudre une nouvelle fois l'Assemblée. Les juristes démocrates auraient alors fort à faire pour savoir quelle **légitimité** primerait, celle du Président élu par le peuple, ou celle de l'Assemblée élue par le même peuple toujours aussi « souverain ».

Dans ce régime, chaque consultation électorale représente donc un véritable coup de poker : en 1962 comme en 1967 et en 1968, le sort a été favorable au Chef de l'Etat. Que la chance tourne et le fragile équilibre des pouvoirs risque de voler en éclats. A moins que la configuration de l'Assemblée permette la constitution d'un

gouvernement de coalition, associant par exemple les « réformateurs ». La stabilité serait peut-être sauvée pour quelques mois. Mais au prix de quels renoncements et sous l'effet de quels chantages ? Verra-t-on demain M. Lecanuet faire payer son ralliement d'une « relance européenne » ou d'un alignement sur l'Amérique ?

La IV^e République n'est pas loin. Et l'on sait que ce régime, après avoir vécu basement, eut une bien vilaine agonie.

Bertrand LA RICHARDAIS.

On lirait sans surprise dans la revue « Nouvelle Ecole » ce petit texte extrait du commentaire du film « Au nom du père » dans « Valeurs Actuelles » du 5 février 1973 (p. 51) :

« Contrairement à Franco, son seul ami, dont la révolte reste sentimentale, Angelo vise à substituer aux vertus évangéliques les critères de hiérarchie, de compétence, de sélection, de réalisme biologique et social. »

Sous l'en-tête du C.N.I., M. Bourguine, responsable de la publication de « Valeurs Actuelles » et « Spectacle du Monde » a adressé à ses lecteurs une lettre personnelle les conviant à assister à une présentation des candidats du Centre National des Indépendants. On pouvait lire sous la signature de M. Bourguine le post-scriptum suivant : « En ce qui concerne « Spectacle du Monde » et « Valeurs Actuelles », dont je suis le responsable, je préciserai la nature de mes rapports avec leur direction et avec leur rédaction. »

M. Bourguine serait-il conscient et inquiet de l'évolution de certains de ses rédacteurs ?

N.A.F. — Vous êtes candidat du Front National dans le 14^e arrondissement. Votre candidature est donc d'opposition ?

J.-P. L. — Oui, mais c'est aussi une candidature faite pour développer et propager des idées qui risqueraient de demeurer confidentielles. Il est possible que nous allions vers un gouvernement de gauche, ce qui provoquera une immense pagaille, aussi bien sur le plan politique qu'économique. Il convient qu'un parti s'appuyant sur une doctrine réaliste prenne la relève.

N.A.F. — Cette pagaille résulterait, selon vous, de la mise en place de nationalisations, du dirigisme plus grand dans l'économie ?

J.-P. L. — Oui, il est certain que si le programme de la gauche est adopté, l'économie du pays en souffrira durement, la production économique baissera, le niveau de vie s'en ressentira. Il y aura forcément une crise, mais je ne crois pas qu'il y aura une dictature communiste.

N.A.F. — Face à ces perspectives de crise, que proposez-vous ?

J.-P. L. — Sur le plan de la répartition des pouvoirs, il est important de faire renaître un régionalisme, non pas à la mode Servan-Schreiber, mais proche de celui que vous préconisez d'ailleurs.

Le Front National propose la création d'une nouvelle catégorie de personnes morales de droit privé, qui constituerait « les corporations de services collectifs », regroupant en son sein des personnes privées (personnes qualifiées, salariés, usagers, actionnaires) et les personnes morales de droit public (les collectivités locales). Les corporations de services collectifs gèreraient selon des

normes de gestion privée dans l'intérêt de ses fondateurs les services collectifs qu'il n'est souhaitable de ne confier ni entièrement à l'administration ni entièrement au secteur privé.

L'Etat doit être présent par les impulsions qu'il donne au nom des choix collectifs exprimés par la collectivité. Il doit faire confiance à des partenaires autonomes pour appliquer les décisions qui ne nécessitent pas l'emploi de procédés exorbitants de droit commun.

L'Etat doit pouvoir assurer ses fonctions propres : continuité des pouvoirs publics, concorde et sécurité à l'intérieur, équilibre des rapports sociaux conformes aux idéaux de la collectivité tels qu'ils sont définis par la constitution et les lois.

Dans tous les autres secteurs, l'Etat doit laisser agir librement les corporations de services collectifs. Comme vous le voyez, notre programme est à l'opposé de celui du Programme commun de la gauche qui relève de la mystification. Les nationalisations prévues, outre qu'elles aboutiraient à une désorganisation de la production, à la régression économique, à la spoliation, à la baisse du niveau de vie des masses, à la dégradation de la monnaie, à la ruine des retraités et des épargnants, aboutiraient surtout à confier à l'Etat des tâches nouvelles alors que tout le monde constate qu'il ne parvient pas à satisfaire honorablement aux tâches qui lui sont propres. En le mêlant de plus en plus à la vie industrielle ou économique du pays, elles le mettent dans l'impossibilité de jouer le rôle d'arbitre impartial qui doit être le sien.

N.A.F. — Le Front National a-t-il une position définie sur l'Europe ?

J.-P. L. — Une politique de défense générale des intérêts français n'est possible que par la réalisation d'une confédération européenne à laquelle la France s'associera à condition de garder sa spécificité propre.

N.A.F. — Quelle est votre position sur le régime constitutionnel en place depuis 1958 ?

J.-P. L. — Le Front National pense que la Constitution de 1958 n'est pas parfaite, mais qu'elle a du moins le mérite d'assurer la nécessaire continuité du pouvoir exécutif. Le Front National est pour un régime présidentiel, car il doit y avoir une primauté de l'exécutif, primauté exprimée par l'élection du Président de la République au suffrage universel.

N.A.F. — Quelle est la base électorale sur laquelle vous comptez vous appuyer ?

J.-P. L. — La majorité des hommes de droite ne vote plus que pour des gens, les gaullistes, dont le seul but est de maintenir leur oligarchie au pouvoir. Nous sommes un mouvement jeune, créé il y a quatre mois, mais implanté dans l'ensemble de la France puisque présentant plus de 150 candidats.

N.A.F. — Le Front National veut donc se faire accepter sur le plan parlementaire ?

J.-P. L. — Oui. Je pense qu'on ne peut pas rester en marge de la vie légale sous peine de devenir des marginaux.

N.A.F. — Ces élections ont donc un rôle important et peuvent modifier la situation de fond ?

J.-P. L. — Elles serviront fatalement puisqu'on risque de se trouver devant une Assemblée différente et donc des possibilités de politique différentes.

la croissance pour quoi faire ?

Dans dix ans la France pourrait être la nation la plus riche d'Europe. Notre pays donnera-t-il l'image d'une croissance maîtrisée ou celle d'un développement industriel sauvage et déshumanisant ?

L'exploration de tous les futurs possibles relève aujourd'hui de la science. Bertrand de Jouvenel en a donné la meilleure preuve avec l'association « *Futuribles* ». La prospective éclairée, la futurologie, peuvent fournir des éléments précieux lors du processus de décision. Les prévisions sur l'évolution économique de la France pour ces prochaines années doivent être prises au sérieux. Qu'elles proviennent d'Hermann Kahn au nom du *Hudson Institute*, ou d'experts soviétiques, elles aboutissent toutes à une conclusion très simple : **dans dix ans la France pourrait être le pays le plus riche d'Europe, avant vingt ans le niveau de vie par habitant serait l'un des plus élevés du monde.**

De telles affirmations, ou conclusions, peuvent surprendre ou laisser sceptiques. Quelle crédibilité peut-on accorder à des travaux qui se basent sur des constatations passées ? Cette question mérite réflexion, mais si les faits infirment ces prédictions, il s'agira tout au plus d'une question de degré, d'intensité de croissance. Le principe d'un important développement futur doit être accepté. Il permet de poser les problèmes essentiels.

Celui de la **finalité de la croissance** vient, bien évidemment, le premier à l'esprit, celui de l'**inévitabilité de certains changements** doit également faire prendre conscience de l'enjeu. Il ne s'agit pas moins que de l'**avenir de la France**, du visage qu'elle offrira avant la fin du siècle, de l'image qu'elle pourra alors donner d'une **croissance maîtrisée**, mise au service de l'homme, ou d'un **débordement sauvage** et déshumanisant.

UNE CROISSANCE ÉLEVÉE

Depuis dix ans la France a connu une **croissance élevée**. Si on accepte les données officielles, si on écarte tout ce qui est négligé dans sa prise en compte, l'augmentation du P.N.B. est en elle-même un fait d'expérience et peut être prolongée dans l'avenir. Si le taux de croissance reste aussi rapide jusqu'en 1980-1990 qu'il l'a été entre 1960 et 1970 (+ 5,8 % par an en moyenne), notre pays se situera à un niveau très élevé, supérieur à celui de la plupart des autres pays industriels.

Mais cette croissance a entraîné des **changements structurels** importants pour l'économie française. Elle a amené l'Etat à agir de plus en plus sur son fonctionnement, dans un rôle de régulateur mais aussi de planificateur, d'incitateur. Elle a véritablement bouleversé des mentalités, rendu caduques des habitudes ancestrales. En un mot, elle a façonné un autre visage pour la France.

L'entrée dans le Marché Commun a agi comme un coup de fouet sur les entreprises françaises obligées de faire face à une concurrence accrue. L'arrivée massive de capitaux étrangers, l'implantation toujours poursuivie de firmes étrangères — allemandes, américaines, anglaises, suisses, italiennes, essentiellement —, la maîtrise de techniques nouvelles de distribution, l'essor d'une technologie avancée, l'importance des migrations inter-régionales, le haut niveau de scolarisation, l'amélioration des moyens de communication, la révolution de l'information, autant d'aspects en apparence très disparates mais en réalité très liés entre eux et qui ont concouru à faire de la **France un pays riche d'avenir**.

Plus que jamais le futur est dépendant du passé. Et il serait bon de dresser un « *Tableau de la France en 1973* », afin de mieux saisir

les transformations passées, en cours et à venir. Sans entrer dans de tels détails, il est possible d'établir que l'économie française se trouve, comme dans les autres pays industrialisés, confrontée à divers blocages :

— la croissance a subjugué toute la société, la rationalité de la croissance a envahi la vie sous tous ses aspects.

— la croissance a engendré non seulement des déséconomies importantes — pollution physique — mais aussi des situations souvent dramatiques : dépérissement de l'entreprise agricole, du commerce indépendant, accélération d'une urbanisation sauvage, élargissement de certaines distorsions sociales, massification de toute vie culturelle, planification et centralisation accrue, bureaucratisation des décisions, hausse continue du coût de la vie, dépendance extrême des fluctuations de l'économie américaine. Tableau bien sombre en vérité !

UN CHOIX POLITIQUE DÉCISIF

Mais le potentiel de développement qui lui est promis pourrait permettre à la France de résorber ses propres contradictions et lui ouvrir en fait la possibilité inestimable d'apparaître d'ici vingt ans comme un **modèle de croissance**. Pour réaliser ce « *projet* » certaines conditions paraissent indispensables. En fait deux futurs possibles s'offrent à la France.

• Premier schéma : la **continuation des tendances passées** : l'industrialisation à outrance, le renforcement du culte de la croissance considérée comme une fin en soi et, partant, l'impossibilité d'adapter cette croissance à l'homme plutôt que l'homme à la croissance, enfin l'éclatement inévitable, la confrontation violente ou la néantisation des multiples revendications sous le poids réuni d'une techno-bureaucratie omnipotente et du pouvoir de l'argent qui atteindrait alors son optimum.

• Deuxième schéma : la prise en charge, à tous les niveaux de la société, de la croissance par l'**association de tous les Français au processus de développement**, au niveau de l'entreprise, de la cité, de la région.

Une telle voie est-elle prévisible dans l'état actuel de la société française ? Non. Car l'**avenir d'un pays est un problème politique** qui exige, avant toute autre, une solution politique. C'est en cela que le deuxième schéma est malgré tout possible. Mais il implique une véritable inversion des divers processus actuels de prises de décision.

Il nécessite surtout à la fois une **vision globale du devenir français** et une **conscience aiguë de ses possibilités** comme de ses limites. Il s'agit là d'une **nouvelle aventure capétienne** qui peut s'ouvrir pour la France.

riches et pas heureux

Quel que soit le résultat des élections, l'équipe victorieuse s'efforcera uniquement de faire tourner la machine économique le plus vite possible.

Au cœur du débat depuis quatre ans, le problème de la **croissance et de ses finalités** ne semble pas avoir beaucoup préoccupé les rédacteurs de programmes, tant dans la majorité que du côté de l'opposition.

Sans doute le « *programme commun* » et le discours-programme de Provins abordent-ils les problèmes économiques. Mais sous le fatras insipide des formules creuses, on devine que la seule préoccupation des équipes qui s'affrontent pour le pouvoir est de gérer tant bien que mal la **société d'abondance**. La majorité ne s'en cache pas d'ail-

leurs, qui se gargarise des résultats obtenus par l'économie française sans jamais considérer le revers de la médaille. Comment pourrait-elle songer à transformer un système qui la satisfait pleinement ? L'équipe aujourd'hui au pouvoir adhère totalement à l'idée de la croissance à tout prix, et c'est elle qui a assuré le développement de la société actuelle dont elle profite largement. Quant à la « *gauche unie* », elle se contente de souhaiter une croissance plus « *équilibrée* », ce qui est une façon comme une autre de fuir les véritables problèmes.

Devant le mépris superbe que les appareils politiques manifestent face aux questions que nous abordons dans cette page, c'est à se demander si mai 1968 a vraiment existé. Balayés, les arguments des contestataires qui mettaient justement en accusation la religion du taux de croissance,

l'optique purement quantitative des dirigeants de la société française et la civilisation du gadget tout droit importée des Etats-Unis. Le 12 mars au matin, quel que soit le résultat, l'équipe victorieuse s'efforcera uniquement de faire tourner la machine économique le plus vite possible. Même si les travailleurs sont écrasés par ce rythme infernal, même si les consommateurs continuent d'être exploités par le jeu subtil des mécanismes de la société de consommation. **Point d'imagination, point de projet global de civilisation qui chercherait à dépasser la société industrielle sans renoncer à ses acquis.**

Dès lors, il faut s'attendre à ce que les problèmes fondamentaux que la classe politique se refuse à poser surgissent un jour brutalement, et souhaiter que la colère de ceux qui cherchent une autre qualité de vie, dans leur travail comme dans leurs loisirs, vienne mettre un terme aux pratiques conservatrices des technocrates de droite et de gauche.

Pourquoi travailler?

Prisonnier des conditions de transport et de logement, le travailleur n'a guère la possibilité de vivre vraiment : il a tout juste le temps de reprendre des forces pour la journée du lendemain.

Depuis des années, les sociologues annoncent que les sociétés industrielles les plus développées donneront naissance à une **civilisation des loisirs** où les hommes travailleront moins et dans de meilleures conditions. Pour le moment, rien ne semble devoir confirmer cette prévision. Sans doute la durée légale du travail tend-elle à diminuer peu à peu dans notre pays, mais les travailleurs, ouvriers et cadres, ne s'en aperçoivent guère.

Soumis à toutes les pressions de la publicité, ils renoncent souvent à toute diminution de la durée du travail pour gagner

l'argent qui leur permettra de consommer une masse plus grande de biens toujours plus inutiles. Les problèmes de transport et de logement sont tels dans les grands cités industrielles que le **travailleur passe — en heures de travail et de déplacement — un temps égal à celui des ouvriers surexploités du XIX^e siècle**. En semaine, il n'a dès lors plus guère la possibilité de s'adonner au loisir ou à la simple détente : il a tout juste le temps de reprendre des forces pour la journée du lendemain.

Les conditions de travail se sont-elles par contre améliorées? Sans doute ne sont-elles pas exactement comparables à celles qui sévissaient il y a un siècle. Mais l'ouvrier des grandes usines modernes est toujours plus soumis aux cadences infernales que lui impose un travail à la chaîne abrutissant, dans des conditions d'inconfort et d'insécurité qui sont scandaleuses. C'est que la religion de la productivité veut que tout — découvertes, études, crédits — soit consacré à l'augmentation de la production. Et tant pis pour celui qui exécute le travail et qui bien souvent meurt encore jeune, usé par un rythme démentiel et par des horaires

qui lui interdisent un véritable repos en même temps qu'une vie familiale normale. Et ceux qu'on appelle les cadres ne sont pas mieux lotis : soumis aux règles de fer de la concurrence, toujours menacés dans leur emploi, ils représentent une nouvelle catégorie d'esclaves bien payés mais surexploités.

Manifestement, les partis qui se disputent le pouvoir ne sont pas en mesure de régler ces problèmes essentiels, qui supposeraient des transformations radicales dans tous les domaines : c'est la société de consommation tout entière qu'il s'agit de dépasser, c'est la religion de l'objet qu'il faut abandonner, afin que puisse naître une civilisation de la qualité, orientée vers d'autres fins que la production à tout prix, permettant aux hommes de changer profondément leur vie.

cette page a été réalisée par :

p. d'aymeries
b. renouvin
g. leclerc

méto, boulot, dodo

Quel programme électoral a sérieusement posé les questions essentielles du cadre de vie, de la cité et de sa beauté, des banlieues-dortoirs, des transports infernaux, de l'alternance du travail et de la fête?

Brigitte Gros, maire de Meulan, a écrit deux livres indispensables à quiconque veut comprendre très humainement le drame de nos mégapoles et de nos banlieues : **Quatre heures de transport par jour et les Parisiennes**. Le premier a fourni le thème du scénario d'un film écrit par Nicole de Buron, fort drôle d'ailleurs et qui vaut le meilleur des réquisitoires contre l'urbanisme délirant et l'imagination kafkaïenne de nos technocrates.

Ah oui, **elle court, elle court, la banlieue**. Depuis cinq heures du matin, par train, bus et méto, elle dévale, le petit crème avalé de travers, entassée, secouée vers les bureaux, les boîtes où l'on va s'enfermer pour la journée. Et le soir, vers 6 heures, ce sera la cohue en sens inverse, vers l'H.L.M., où il faudra, sans respirer, préparer son repas, après avoir récupéré le gosse à la crèche. Et la journée se terminera, un œil à demi ouvert sur la télé, avant de gagner un plumard d'où il vous semble déjà entendre l'appel strident qui sans pitié vous rejettera demain dans l'immense foule anonyme, troupeau endormi, marchant avec résignation vers on ne sait quel destin.

Est-ce vivre, ou survivre, que d'habiter ces cubes de béton, de marcher ou plutôt de foncer dans ces rues où la fumée des tuyaux d'échappement n'incommode même plus, tant vous êtes vous-mêmes pollués. Les grands anneaux qui enserrant nos villes, ces parkings sous nos places, ces chantiers ouverts béant, ces tours qui insultent Paris, est-ce vraiment tolérable? Ah le cri de Georges Friedmann : « **Œuvres lentement polies de l'artisan, de l'artiste, assorties aux cités, que devenez-vous? Que sont devenus le Lungarno à Florence, les fontaines de Rome, disparues sous les chromes et les tôles, les plazuelas de Tolède où le piéton doit à chaque instant se plaquer contre les murs? Cette immense parking, à Nancy, c'était na-**

guère une place dont rien ne blessait la parfaite harmonie. Que reste-t-il de l'esprit d'Aix-en-Provence, respirant dans la pierre des hôtels, la libre majesté des platanes, animant des siècles d'art populaire, faisant aussi flotter dans l'espace des mails le souvenir des hobereaux lettrés, des magistrats érudits, une vie intense et raffinée? »

On dira : tout cela est d'un charme désuet, d'un temps où le P.N.B. était infiniment plus bas, où la consommation des ménages, etc. Bien sûr, il serait absurde de se réfugier dans un passé de légende, en dédaignant les acquis les moins contestables du progrès. Mais précisément, le progrès n'est-ce pas aussi la recherche d'un bonheur simple, un art de vivre, pouvoir aimer sa femme, avoir le temps de voir grandir ses gosses, converser avec le voisin, reconnaître son quartier, sa petite ville ou son village à la couleur de son ciel, son clocher, ses platanes...

Alors, on est loin du compte. Vit-on jamais vie plus idiote? Samedi, jour de liberté, on partira sur quatre roues pour avaler des kilomètres, allonger la liste des victimes de la route, encombrer les services d'urgence des hôpitaux surchargés. Ou alors, on ira, toujours en troupeau au grand magasin faire les emplettes de la semaine. Mammouth, Carrefour, Auchan, ce sont les véritables cathédrales de ce temps, les forums, les places publiques d'hier.

Si tout cela n'est pas bien gai, avouons qu'il y a une grande consolation, un grand moment de béatitude au milieu de cet océan des jours d'ennui : les congés payés. Quatre semaines de soleil, de détente. On en parle de septembre à Noël pour raconter les précédentes et de Noël à juin pour savourer à l'avance les suivantes. Onze mois pour un ! Un mois de vie à plein temps ? Il faudrait revoir ça de très près... En fait le milieu urbain est reporté au bord des plages avec son vide pesant.

LE SOULEVEMENT DE LA VIE

Quel programme électoral a sérieusement posé ces questions essentielles du cadre de vie, de la cité et de sa beauté (eh oui!), des mégapoles, des banlieues-dortoirs, des

transports infernaux, de l'alternance du travail et de la fête... Aucun, car aucun de ces programmes n'est authentiquement ni sainement révolutionnaire, aucun ne croit à la nécessité d'un soulèvement de la vie à l'encontre d'un univers absurde et laid, sans chaleur et sans tendresse, aucun n'a le front de proposer au peuple de reprendre ses pouvoirs.

Il est grand temps de parler un langage nouveau, qui ne sera évidemment pas le jargon électoral. Si nous ne voulons pas que se perpétuent et se développent ces centres urbains où, selon le président Nixon, est concentrée 70 % de la population américaine, paralysés par la circulation automobile, suffoqués par le brouillard industriel, empoisonnés par l'eau, assourdis par le bruit et terrorisés par la criminalité, il est grand temps de se réveiller.

Si aucun programme électoral ne parle ce langage nouveau et n'invite les citoyens à se réveiller, c'est qu'aucun ne veut et n'est en mesure de se lancer dans l'entreprise révolutionnaire qu'il doit susciter, en brisant avec la rationalité technocratique et néo-libérale, en déchirant les plans d'aménagement du district parisien, en libérant le pays de son corset bureaucratique, en libérant l'Etat à la fois de son personnel et de ses tâches impossibles, en faisant enfin le pari de rendre aux citoyens leurs libertés.

Mais cela, c'est autre chose que de l'électoralisme, c'est la tâche capétienne de notre siècle.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e

médecine-rennes : séquestrations

Les études de médecine visent davantage à former des esprits encyclopédiques que des médecins praticiens.

Situation confuse à Rennes pour les 1.800 étudiants en médecine dont la grève dure depuis trois semaines. Devant le refus du Conseil d'université de prendre position vis-à-vis de la grève, les étudiants ont été amenés à séquestrer les professeurs en leur soumettant une motion exigeant une prise de position de leur part. Ce qui a fait dire à un des professeurs, comme le rapporte le seul étudiant n'ayant pas démissionné du Conseil : « Nous ne savons pas ce que veut dire prendre position ! » Où sont les irresponsables ?

Cette séquestration était l'occasion rêvée pour un journal comme l'*Aurore* (16 février 1973) de reconsidérer les étudiants aux yeux du public en ne présentant que le côté spectaculaire de l'opération.

La France, spécialement la Bretagne, manque de médecins. Réalité que ne semble pas admettre le Conseil de l'Ordre qui fait preuve d'ostracisme à l'égard des étudiants. La sélection imposée par le biais du « numerus clausus » sous-estime les besoins réels de la population. Les cours magistraux dispensent des connaissances purement théoriques alors que l'application thérapeutique se réduit à cinq minutes bâclées à la fin du cours.

L'origine du « numerus clausus » tient en fait au refus de débloquer des crédits et de développer l'encadrement hospitalier en vue de l'installation des étudiants stagiaires dans les hôpitaux périphériques (une enquête réalisée par les étudiants eux-mêmes montre que des possibilités d'accueil existent dans les hôpitaux de Fougères, Dinan, Saint-Malo et Vitry). N'y aurait-il pas mauvaise volonté ? Les études de médecine visent davantage à former des esprits encyclopédiques que des médecins praticiens.

Le refus, de la part des professeurs, de s'engager, risque d'amener les étudiants à durcir leurs positions en face d'irresponsables. Qui peut encore croire, dans ces conditions, à l'affirmation d'un pouvoir universitaire ?

Enquête réalisée
par deux étudiants en médecine
à Rennes.

vittel : rien n'est encore gagné

« Le lock-out est légal, mais la grève est illégale. »

Ces propos, tenus par M^e Aubry, avocat à la Société des Eaux, et rapportés par un ouvrier militant C.F.D.T. licencié puis réintégré après le verdict de la Cour d'Appel de Nancy, le 24 janvier, illustrent par leur cynisme involontaire le climat social des Usines Vittel.

Les quarante extrudeurs (ouvriers chargés de la fabrication des bouteilles) avaient commencé un mouvement de débrayages perlés avec des arrêts de travail de durée limitée à deux heures par équipe, leurs revendications étant surtout dirigées vers une modification de leur classification après les récentes dispositions salariales prises par la direction.

Devant cette action non contrôlée au départ par les syndicats, la réaction patronale fut extrêmement vive puisque M. de La Motte-Bouloumié annonçait dans un communiqué, le 3 février, sa

décision de lock-out à partir du lundi 5 : « Cette mesure ne sera levée que lorsque la direction générale aura la certitude que l'exploitation de l'usine d'embouteillage pourra être assurée normalement dans tous les secteurs. »

Véritable chantage aboutissant à l'impossibilité d'exercer le droit de grève et pourtant atteinte au droit au travail. La violence de la direction n'est pourtant pas fondée : le coût des réalisations revendiquées ne se monte qu'à 90.000 F, dépense possible pour une entreprise dont le bénéfice dépasse les six millions de francs !

Pourtant, cette mesure a eu pour conséquence de provoquer la solidarité des travailleurs de tous les secteurs des Usines Vittel, alors qu'il s'agissait auparavant d'un conflit sectoriel et limité.

A partir du 6 février, le lock-out cesse car la direction, si sûre d'elle la veille, accepte la création de commissions d'études techniques sur les conditions difficiles du travail des extrudeurs et promet qu'elle se pliera à ses directives... qui ne seront connues que le 15 mars prochain !

Plusieurs hypothèses sur cette subite abdication : peur d'un grave conflit en période pré-électorale ? souci de rentabilité ? Les deux sans doute. Ce n'est sûrement pas le tribunal saisi par les syndicats qui y a poussé, puisqu'il s'est déclaré incompétent sur le problème de la légalité du lock-out !

Les extrudeurs ont réussi à se faire entendre à Vittel. Mais rien n'est encore gagné. Affaire à suivre.

Groupe NAF - Vittel.

le directeur de l'opéra

Plusieurs de nos contemporains s'inquiètent dès qu'ils trouvent de l'agrément au théâtre ; d'autres s'affolent totalement chaque fois qu'un dramaturge ne leur souligne pas ce qu'il faut penser de tel ou tel personnage en général et chaque fois que des panneaux de prescription ou d'interdiction ne leur indiquent pas ce qu'il faut penser, tout court.

Ne parlons pas de certains critiques fort connus — des virtuoses — qui parviennent à traiter d'une pièce comme s'ils ne l'avaient pas vue.

En tout état de cause, il serait dommage de ne pas assister à la représentation du *Directeur de l'Opéra* (1) sous prétexte qu'elle plait au public et qu'elle ne lui inflige aucune thèse. Il est vrai que des cuistres assombrés par un régime abrutissant ont prétendu que cette pièce ne serait rien sans l'interprétation magistrale de Paul Meurisse. On peut trouver ce jugement aussi vrai que celui qui, mutatis mutandis, affirmerait que sans l'acteur Molière jouant Alceste il ne resterait pas grand chose du *Misanthrope*. Et ce n'est dans doute pas un hasard si au mot d'Alceste « On ne voit pas les cœurs », répond « Nous ne savons rien des êtres » d'Antonio di San Flaura.

Flanqué d'un caissier extraordinaire — qui est aussi un confident — Impossible (dont Jean Parédès propose une étonnante interprétation), Antonio di San Flaura, le directeur de l'Opéra, se débat dans ses difficultés de famille. Une de ses filles se suicide à chacune de ses déceptions amoureuses. Une autre tente, comme tous les membres de sa famille, de lui soutirer de l'argent. Son fils, Toto, se révolte contre un père décevant. Les choristes en grève occupent son bureau. La jeune femme que Toto a rendue

alan stivell
à bobino

debout bretagne !

La chanson populaire a pris le chemin de Bobino et Alan Stivell la voie de la consécration (qu'il doit à des années de « vache enragée »), à laquelle vient de s'associer une critique parisienne béate. Mais la démonstration du groupe Stivell, en introduisant une note de « hard-rock » sur une basse lourdaude et des soli de guitare peu originaux, fait craindre que la musique qu'Alan voulait au départ enracinée et « progressive » — la tradition critique en matière musicale — y perde bel et bien son identité et son caractère des origines. L'arbre ne doit pas cacher la forêt. Aussi reconnaissons-nous à Stivell le talent de faibre vibrer au son cristallin de sa harpe celtique, chaque soir à Bobino, un public enthousiaste.

Si d'aventure vous allez écouter Alan Stivell, vous ne manquerez pas d'y rencontrer l'ivresse de la fête. Regrettons simplement l'exiguïté de la salle qui ne permet pas de danser et de poursuivre un « fest-noz » si bien commencé. Vienne le temps où la fête et les arts populaires reprendront droit de cité dans nos quartiers.

PHIL.

mère l'attendrit et lui donne une leçon imprévue de dignité. En définitive, c'est sa propre jeunesse qu'il accepte de voir s'éloigner : « C'est sinistre la jeunesse. On peut tout et on ne peut rien. J'aime encore mieux avoir mal aux pieds et sentir que la mécanique s'enraye. Dans ces ruines, j'ai l'esprit libre. Mais à vingt ans... »

Il est bien difficile de ne pas tenir *Le Directeur de l'Opéra* pour une des pièces les plus plaisantes du théâtre d'Anouilh ; il est également difficile de ne pas y trouver une de ses œuvres les plus graves. Plusieurs lectures peuvent en être proposées. Deux d'entre elles s'imposent assez vite : l'existence humaine n'a guère plus de sérieux que cette suite d'artifices qui constituent un opéra ; en outre, un opéra apporte fidèlement les résonances douloureuses des illusions qui trament le fil de la vie.

L'illustration, la preuve artistique en sont fournies par le véritable divertissement royal que Jean Anouilh offre à son public pour clore le drame : par le défilé final sur des airs à la Rossini, avec des costumes à la Beaumarchais. L'auteur renoue, pour le faste, avec l'*Andromède* de Corneille ; l'italien macaronique rappelle le latin des ballets de Molière ; la langue facile du livret évoque les couplets du *Barbier de Séville* ; l'exploitation du thème principal (aussi pathétique que *Le Temps Retrouvé* de Proust), procure ce sentiment où l'amertume se tempère d'un charme mélancolique et qui n'eut jamais de plus parfait et plus exact interprète que Jean Anouilh.

PERCEVAL.

(1) Représenté à la Comédie des Champs-Élysées depuis le 27 septembre ; publié à la Table Ronde.

jean cau : les écuries de l'occident

Des écuries répugnantes : peut-on les laver à grande eau sans croire à la fatalité de l'inondation cataclysmique ?

Le monde est une montagne de merde, s'exclame Allen Ginsberg. Un flot de merde s'apprête à submerger l'Occident, affirme de la même manière Matzneff. C'est cette bouse, d'une dimension mythologique, que Jean Cau dénonce dans *les écuries de l'Occident* (1). Pris d'une sainte et véhémence colère, il veut chasser les vendeurs du temple. La bourgeoisie VEND tout. C'est elle la vraie canaille marchande. Et la démocratie, c'est la bourgeoisie. On voit tout de suite le ton : nous sommes loin des ratiocinations de *Tel Quel*, ou des boursofflures de la littérature démocrate-chrétienne. Quand on est plongé dans les miasmes de la pensée officielle, tout ce qui vient de l'extérieur ne peut constituer qu'une bouffée d'air frais. Ainsi en est-il de ce dernier livre de Jean Cau, qu'on lit d'un trait, dans la hâte que l'on a de voir asséner quelque nouveau coup à « l'idéologie dominante ».

Jean Cau ne dissimule pas — ce que d'ailleurs chacun sait — qu'il en était il y a peu de temps encore, la victime. Il m'aura fallu des années de réflexion et de lucidité afin d'oser mettre en question, et en questions, l'égalitarisme sacrosaint qui fut mon miel et mon lait jusqu'à de récentes années. C'est la double décomposition du communisme — voué à une faillite médiocre — et de la démocratie occidentale — sombrant dans l'avachissement et l'avalissement masochiste — qui lui a fait tomber les écailles des yeux.

Le coupable est l'égalitarisme, lié à la disparition progressive de l'individu dans une totalité artificielle, où il se fond et se dilue et va vers son manque d'IMPORTANCE. C'est cette vision atterrante de notre condition individuelle qui amène l'ancien secrétaire de Sartre à en décrire tous les aspects et à en analyser les conséquences. Nous sommes condamnés, écrit-il, à vivre une angoisse totalitaire ; ou une espérance en notre raison, non moins totalitaire — et cela revient exactement au même. Chacun

s'abîme dans le NOUS ; dans la totalité d'une espérance ou d'un désespoir dont il n'est plus MAÎTRE de décider ; qu'il n'est plus libre d'affirmer ou de refuser. Plus de saint, plus de héros, plus de guerrier, plus de moine, plus d'artiste, et, en vérité, plus d'homme. Chaque destin est mimé, réduit à sa comédie et à sa vanité.

La démocratie est un totalitarisme. Un totalitarisme honteux, qui n'a pas de réelle différence de nature avec le totalitarisme glorieux des sociétés communistes. Jean Cau en situe l'origine — nous ne le contesterons pas sur ce point — à Jean-Jacques Rousseau, qui, une fois pour toutes, écrit la formulation résumée de toutes les utopies : « L'homme est bon ! » Phrase insensée. Phrase totalitaire. En effet, tout ce qui contredira pareille et catégorique affirmation devra être balayé, dès lors, ou FORCE, comme on force un membre et jusqu'à le briser. Si l'homme EST bon, il n'y a plus qu'à le rendre bon, qu'à l'accoucher de cette bonté, qu'à l'obliger à exister son être-bon.

Cette phrase sonne juste — et, d'ailleurs, nous n'avons jamais dit autre chose... Jean Cau en démontre aussi, avec une furieuse précision, les conséquences. Par exemple, la venue du temps des policiers : Si père, prêtre, professeur (etc.) sont démocratiquement niés, l'Etat doit les remplacer et c'est le Policier-Roi. Ce qui n'est pas en contradiction avec l'avènement de la société de tolérance (laïque et obligatoire) que devient nécessairement une société sans espérance et sans foi. Autre exemple : l'irresponsabilité, dans une société qui brûle ses vaisseaux (et ses C.E.S.) :

« Je ne suis pas responsable, dit l'adolescent, mais la victime des adultes. »

« Nous ne sommes pas responsables, disent les adultes, mais les victimes de l'Etat. »

« Je ne suis pas responsable, dit l'Etat, mais l'expression d'une société. » Etc.

La disparition de l'individu est certaine : elle s'exprime, sans la moindre ambiguïté, dans l'art. Vous l'avez remarqué : le visage de l'homme

(d'un homme) s'efface et disparaît (...) Sur nulle toile, il n'est plus de regard ; dans nulle forme ne surgit un visage et la littérature n'ose plus nous dire un personnage.

On a évacué l'homme, comme on a évacué Dieu. Et rien ne paraît plus insupportable à Jean Cau que l'athéisme ricanant de la nouvelle bourgeoisie (même quand elle se dit chrétienne). Matzneff citait un jour cette phrase de Schopenhauer qui dit à peu près : « Si Dieu a créé le monde, je n'aimerais pas être ce Dieu ; la souffrance du monde me briserait. » Jean Cau tient l'autre bout de la chaîne, en lançant à cette bourgeoisie inconsciente et satisfaite : Si Dieu n'existe pas, je vous défie de récupérer la souffrance. Vous la contemplez, les yeux agrandis, mais elle n'a plus de sens.

Tous les symptômes, tous les éléments d'un diagnostic se trouvent donc clairement posés, avec une force et une vigueur d'expression admirables. Pourquoi faut-il qu'au moment d'évoquer la thérapeutique possible, Jean Cau nous « balance », c'est bien le mot, cinq pages (très exactement les pages 236 à 240) où il accumule les professions de foi les plus aberrantes, laissant penser qu'il n'est pas totalement libéré du système qu'il dénonçait dans les deux cent trente-cinq pages précédentes ?

De quel droit ose-t-il écrire que la morale — c'est-à-dire l'intelligence, la raison — n'aurait rien à voir dans les solutions qui sauveront l'humanité de la catastrophe, et que ces solutions devraient nécessairement être brutales, injustes et cruelles ? De quel droit, au nom de quoi, ose-t-il affirmer que la morale, si elle voulait protester, se ferait couper sauvagement la parole par la nécessité ? Qu'est-ce que c'est que cette nécessité ? Qu'est-ce que ce fatalisme d'un autre âge ? Et qu'est-ce que c'est que cette tentative de justification par les recherches éthologiques actuelles, comme si cette science balbutiante avait une quelconque autorité pour décider de notre sort à notre place ? C'est bien la peine de pourfendre les idoles crépusculaires du monde moderne, si c'est pour se mettre à plat ventre devant un autre veau d'or.

L'un des derniers mots des quelques pages dont je viens de parler est vertige. C'est bien cela qui vous arrive, Jean Cau. Pourtant, le monde est en train de brûler : aussi hauts soient-ils sur l'échelle, les pompiers ont d'autres chats à fouetter qu'attraper le vertige.

Christian DELAROCHE.

(1) Ed. La Table Ronde.

notre imprimerie

Créée il y a quatre mois, notre imprimerie fonctionne. Notre supplément « Spécial-élections » et notre revue *Arsenal* y ont été fabriqués. Il nous faut maintenant en faire une entreprise rentable sur le plan commercial. Nous sommes donc à votre disposition pour tous vos travaux d'impression, à des prix très étudiés.

Quelques renseignements techniques : tirage offset, format maximum 50 x 36.

Aider la N.A.F., c'est aussi lui confier vos travaux d'impression.

réunions

LILLE

Samedi 24 février à 20 h 30, 37, rue Alexandre-Leleux, tirage des Rois et soirée-débat animée par J. Pierret.

nouveaux points de vente

BORDEAUX

- Librairie Féret, rue de Grassi.
- Librairie Boenec, rue des Remparts.
- Bar-Tabac Régence, cours du 30-Juillet.
- Maison de la Presse, rue de Cursol.
- Kiosque, angle cours Victor-Hugo - rue Boucheries.

TALENCE

- Librairie « Le Campus ».
- Librairie « Le Home de la Presse ».

LIBOURNE

- Librairie Aubertin, 14, place Abel-Surchamp.

MAUBEUGE

- Maison de la Presse, rue de France.

AVIGNON

- Tabac - Journaux « La Havane », 14, rue de la République.

• Le mercredi 14 février, dans l'après-midi, une bande armée de la Ligue communiste a agressé des auditeurs et des militants de la *Nouvelle Action française*, venus assister, au Palais universitaire de Strasbourg, à une conférence de Gérard Leclerc. Des slogans injurieux et diffamatoires à l'égard de la N.A.F. furent lancés par les

agresseurs dont l'attitude et le sectarisme haineux évoquaient un passé que l'on croyait heureusement révolu. Un tract particulièrement odieux dénonçait la *Nouvelle Action française* comme une organisation extrêmement dangereuse au service de la bourgeoisie. Si la N.A.F. est dangereuse, elle l'est en effet pour tous les totalitarismes. Les méthodes fascistes que la Ligue emploie un peu partout contre nous n'auront d'autre résultat que de révéler son vrai visage. Nous ne céderons pas au chantage.

• Pour le *Figaro*, la N.A.F. travaillée par des ferments gauchistes relit Maurras à la lumière de Marx. C'est assez drôle. En voilà une que Pierre Brisson n'aurait pas trouvée ! La N.A.F. est de ce fait, tenez-vous bien, la seule organisation « marxiste » citée dans le lexique des élections publié par le quotidien du Rond-Point...

mouvement royaliste

le projet royaliste

3) permanence et transformations de la vie politique

Au nom d'une fausse conception de l'ordre, certains nient que le monde ait changé. Les données politiques connaissent pourtant des transformations, de même que le combat qui oppose, sur un nouveau terrain, des protagonistes différents.

Beaucoup, en politique, agissent en fonction de données qu'ils tiennent pour immuables. Sans doute au nom d'une fausse conception de l'ordre, qui les amène à confondre le durable et le changeant. Certainement parce qu'il est difficile, dans la masse des faits quotidiens, de faire le partage entre les phénomènes éphémères et ceux qui annoncent un cours nouveau. Peut-être aussi parce qu'il est rassurant, dans un monde bouleversé par la technique, de se persuader que rien de fondamental ne change dans le domaine où l'on veut agir.

Le malheur est que ceux qui adhèrent à cette conception *fixiste* de la vie politique se coupent rapidement du réel. Comme les militaires d'autrefois, ils sont en retard d'une campagne, ou d'une guerre civile. Ils se croient, selon leur âge, en 1936, en 1944 ou en 1960, sans s'apercevoir qu'il ne luttent plus que contre des ombres, que ce soit la « révolution bolchévique », le « gaullisme » ou... la « franc-maçonnerie ».

LES OMBRES DU PASSÉ

Nous avons souvent dit que ces combats étaient d'un autre âge, et si nous le répétons aujourd'hui, ce n'est pas par goût du scandale et encore moins parce que nous aurions rejoint le camp de Marx ou de Mao. D'autant plus que le scandale que nous causerions serait bien étrange, puisqu'il consiste à établir une série d'actes de décès. On veut faire échec au marxisme ? Mais Marx est en train de mourir. On veut barrer la route au communisme ? Mais le communisme se « retient » très bien tout seul, trop inquiet de la poussée nationale dans les pays de l'Est et de la menace chinoise pour lancer ses chars à l'assaut de l'Occident. On exècre le gaullisme ? Mais, depuis la mort de son fondateur, il ne survit plus que dans quelques hommes qui n'en retiennent que les aspects incontestables. Le véritable scandale, c'est d'entretenir des doctrines mortes, c'est de ne pas comprendre que les *constantés nationales* ont eu raison de l'idéologie : toute l'histoire de la Russie depuis 1945 le montre, de même qu'une analyse un peu poussée l'établirait pour la Chine.

Ainsi le monde qui change vérifie les unes après les autres les leçons fondamentales de Maurras. Que ce dernier ait eu raison contre Marx sur la question nationale, n'est-ce pas déjà considérable ?

Le monde... Mais la nation, notre nation ? La croissance économique modifie son visage et les conditions de vie de ses habitants. Mais les structures et le jeu politique français semblent immuables. Il y a toujours des communistes, des socialistes et des « gens de droite » qui s'affrontent selon des règles et avec des arguments qui semblent éternels. Dès lors ne convient-il pas de choisir son camp, délimité de longue date ? Et ce camp que nous devrions choisir, n'est-ce pas tout naturellement celui de la droite ?

Là encore, le débat nous semble faussé. Sans doute les consultations électorales voient-elles renaître des clivages sommaires, et somme toute artificiels : la campagne électorale le montre bien, qui met aux prises des équipes qui s'affrontent sur la gestion de la société et non sur sa transformation profonde. Dès lors, pourquoi se ranger dans un camp, puisque la droite et la gauche témoignent de la même volonté de conservation de l'ordre établi ?

On nous dira que le phénomène communiste exige un engagement total, afin que la route du pouvoir lui soit barrée. Y parviendrait-il qu'il témoignerait, dans les réformes, de la prudence extrême qu'il a déjà manifestée à la Libération. Mais la prise totale du pouvoir lui est interdite, d'abord parce que la Russie n'aurait que faire d'une France communiste, et ensuite parce que le Parti communiste prendrait le risque d'une guerre civile dont il ne sortirait certainement pas vainqueur. Cette vérité première, qu'André Wurmser énonçait après Mai 1968, reste toujours d'actualité. Parti conservateur de lui-même, englué dans les contraintes électorales et désormais dépourvu de tout « modèle » de société à proposer aux « masses », le Parti est entré dans la voie de la sclérose.

LA DROITE, MAIS QUELLE DROITE ?

Voilà un premier constat qui nous sépare de la droite, qui vit toujours en pleine guerre froide, quand ce n'est pas à l'heure de la « croisade antibolchévique ». La droite. Mais, au fait, quelle droite ? Car on en compte aujourd'hui plusieurs : la coalition des clans au pouvoir en fait évidemment partie, bien qu'aux conservateurs musclés se mélangent des « jeunes loups » épris de « dynamisme ». Il y a aussi ce que l'on nomme la droite traditionnelle, que certains nous somment de rejoindre. Mais peut-on rejoindre une ombre ? Encore une fois, il ne s'agit pas de faire de la polémique, mais de regarder les choses en face, même si le tour d'horizon est rapide.

Il y a eu, entre les deux guerres, une droite antiparlementaire, qui se rassemblait autour d'hommes tels que La Rocque pour défendre l'honneur, la patrie et l'ordre, sans autre résultat que de susciter une réaction contraire qui a triomphé avec le Front populaire. Cette

droite, pendant la guerre, s'est retrouvée autour du maréchal Pétain, quand son anticommunisme ne la menait pas sur le front de l'Est. Laminée à la Libération, elle s'est retrouvée dans les combats de la décolonisation. La fin de la guerre d'Algérie a sonné son glas. De rancœurs en espoirs déçus, remâchant ses haines recuites et perpétuant l'esprit de toutes nos guerres civiles, la droite traditionnelle en est venue à abandonner tout ce qui la caractérisait : par haine du gaullisme, elle a fait campagne contre la force de frappe et la politique étrangère de la France, par déception elle s'est lancée dans l'europhisme (*Rivarol*) et dans l'atlantisme (*Valeurs Actuelles*), par rancœur elle a donné dans le cartiérisme, dans le racisme anti-arabe (*Minute*), quand ce n'est pas dans l'eugénisme (*Nouvelle Ecole*).

Ultime dérision : la voici qui, par anticommunisme et par goût de l'ordre (celui de la matraque bien sûr), a fait depuis mai 1968 le jeu du gaullisme puis du pompidolisme. Il est bien évident que nous ne pouvons pas être de ce camp-là, qui a trahi les intérêts de la nation et s'est renié lui-même.

En écrivant cela, nous scandaliserons ceux qui continuent à se dire de « droite » sans approuver les orientations qu'elle a prises. Mais ceux-là se rattachent à un mot, à des amitiés anciennes ou à une certaine conception de l'honneur qui les empêche de rompre la solidarité des réprouvés, des vaincus de toutes nos guerres civiles, même lorsque ces compagnons de misère sont devenus des reîtres ou des traîtres très prospères. Il faudra bien qu'un jour la raison l'emporte sur le sentiment et que ces faux « droitistes » se décident à condamner globalement la classe politique, ses épigones et ses dupes.

Mais cette condamnation globale qui est la nôtre ne nous contraint-elle pas à mener un combat isolé, sur un terrain déserté ?

UN NOUVEAU CLIVAGE

Encore faudrait-il savoir quel est le combat, et sur quel terrain il se déroule. Là aussi, les données ont changé. Alors qu'entre 1962 et 1968 le jeu politique se déroulait surtout dans la classe politique et concernait essentiellement des problèmes classiques (constitution, rôle de l'Etat, politique étrangère, défense nationale), il a pris depuis la révolte de Mai 1968 une autre dimension : c'est maintenant la question des finalités de la société qui est posée, et c'est la vie quotidienne (travail, transports, loisirs, etc...) qui fait l'objet depuis quatre ans des campagnes les plus vives, menées par une opposition extra-parlementaire d'un type nouveau.

En fonction de ces données nouvelles, on voit se dessiner un nouveau clivage : de plus en plus, le débat politique opposera la classe politique classique des gestionnaires de la société d'adondance à ceux qui, la contestant radicalement, veulent autre chose que ce qui existe. Il est évident que, dans ce combat nouveau, la *Nouvelle Action française* ne peut prendre le parti des conservateurs de l'U.D.R., des gestionnaires technocrates et des réformistes de la gauche modérée. Mais doit-elle pour autant suivre la contestation sur son terrain et seulement sur ce terrain ?

Bertrand RENOUVIN.

La semaine prochaine : Quelle contestation ?

n.a.f. : bulletin d'abonnement

Abonnement d'essai
(12 numéros) 10 F

Abonnement normal (1 an) 45 F

Abonnement de soutien 100 F

NOM
Prénoms
Adresse
.....
Code postal
Profession

**A renvoyer à la naf, 17, rue des
petits-champs, 75001 paris
ccp paris 642-31.**